

**Analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des opérateurs en métropole et outre-mer pour la période 2014 – 2016**

**Consultation publique menée du 28 mai au 28 juin 2013**

**Question 1. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.**

SRR n'a pas d'observation à formuler concernant la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.

**Question 2. Les acteurs sont invités, le cas échéant, à indiquer à l'Autorité si des opérateurs devraient être ajoutés ou au contraire retirés des listes présentées en Annexe A et en Annexe B. Ces indications pourront également concerner des opérateurs amenés à devenir commercialement actifs avant l'adoption du présent projet de décision.**

Pour des raisons de sécurité juridique et d'équité, il faudrait également prendre en compte l'hypothèse de l'opérateur qui deviendra commercialement actif en cours de cycle d'analyse de marché. L'ARCEP pourrait envisager de modifier simplement les annexes A et B (sans nouveau processus d'analyse de marché) afin d'inclure les prochains opérateurs concernés. Si cette modification est prévue dans la décision finale d'analyse de marché les opérateurs concernés et concurrents n'auront aucune incertitude.

**Question 3. Certains opérateurs ont sollicité l'Autorité pour qu'elle inclue la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaisons d'appels régulés. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la pertinence d'ajouter les marchés de la terminaison d'appel MMS à la présente analyse de marchés. Dans leur réponse, les acteurs sont invités à transmettre des éléments relatifs aux tarifs de gros de la terminaison d'appel MMS actuellement en vigueur, aux déséquilibres de trafic et aux problèmes concurrentiels éventuellement rencontrés concernant cette prestation.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe**

**vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 5. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels vocaux mobiles à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 6. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des SMS à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 7. Les acteurs sont invités à commenter le document « Bilan et perspectives » joint en Annexe du présent projet de décision**

SRR n'a pas de commentaires sur le document « Bilan et perspectives » de l'Autorité.

**Question 8. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant les problèmes concurrentiels rencontrés sur les marchés analysés**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 9. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la pertinence des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation *ex ante***

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 10. Les acteurs sont invités à se prononcer sur le caractère raisonnable (i) d'une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents dans le réseau fixe de France Télécom (y compris pour sa partie RTC) ainsi que (ii) d'une période de mise en œuvre limitée à 2 ans.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 11. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur une extension de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts aux opérateurs Orange Réunion et Digicel.**

SRR soutient cette conclusion.

L'extension de la séparation comptable à Orange Réunion permettra de mettre fin à une discrimination injustifiée entre SRR et Orange réunion concernant les obligations comptables.

En effet, la différence de traitement qui a continué lors du troisième cycle d'analyse de marché a maintenu une différence de traitement entre les différents opérateurs mobiles de la zone Réunion-Mayotte, et ce alors même que chaque opérateur est considéré comme détenant un monopole sur le marché de sa terminaison d'appel vocal.

**Question 12. Les acteurs sont invités à commenter sur les obligations non-tarifaires envisagées par l'Autorité.**

SRR n'a pas de commentaire.

**Question 13. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur l'encadrement tarifaire envisagé par l'Autorité concernant la prestation de terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 14. Les acteurs sont invités à se prononcer sur la pertinence de fixer un encadrement tarifaire pluriannuel pour la prestation de terminaison d'appel SMS dite « Push » et le cas échéant à commenter les modalités de cet encadrement.**

SRR soutient la position de SFR sur ce point

**Question 15. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le présent projet de décision, et notamment sur les parties pour lesquelles l'Autorité n'a pas posé de questions particulières aux acteurs.**

SRR n'a pas de commentaire sur le présent projet de décision